

pourquoi pas ?

de nouvelles perspectives à gauche en normandie

EDITO

Un pas vers l'alternative

par Etienne Adam

Nous sommes dans une situation politique inédite. Le rejet du libéralisme est massif. Plus qu'il ne fut depuis bien longtemps, en France, mais aussi dans de nombreux pays. Mais, il ne trouve pas à s'incarner dans une alternative rassembleuse et crédible, nous condamnant au choix entre un capitalisme autoritaire et une alternance sociale-libérale. Ce déficit de perspectives pèse aujourd'hui sur les combats de résistance aux coups de boutoir de la droite et du MEDEF.

Pour battre vraiment la droite, sur le terrain social, culturel, politique, il faut transformer radicalement la gauche, construire une véritable force d'alternative à la fois antiproductiviste et anticapitaliste à vocation majoritaire. Aucune organisation politique ne peut aujourd'hui incarner ou organiser seule cette alternative. Sa construction doit être l'œuvre de toutes celles et de tous ceux qui l'appellent de leurs vœux..

Un tel projet alternatif rassembleur s'inscrit dans les grands axes stratégiques d'un monde de droits face au marché, et dans la démocratie radicale comme moyen de lutte et comme élément du projet, aujourd'hui porté par le mouvement altermondialiste. Cela devrait permettre d'aborder autrement les prochaines échéances électorales, de faire émerger une alternative. Elles sont un enjeu décisif qui marquera le paysage politique en profondeur..

Il nous faut aujourd'hui travailler à dépasser la parcellisation des résistances, à fortifier leur dynamique commune et à faire converger exigences de nouveau et propositions antilibérales

et anticapitalistes. C'est sur ce terrain que commence à s'opérer aujourd'hui le rassemblement nécessaire pour une autre Europe contre le projet de traité constitutionnel qui voudrait imposer pour des dizaines d'années l'abandon des droits sociaux. Grande est la responsabilité de toutes celles et ceux qui ont la possibilité de prendre des initiatives pour ouvrir les espaces communs de cette construction.

De plus en plus nombreux sont ceux qui en ont conscience. Des forces politiques (PCF, LCR, Alternatifs, MARS, militants de divers courants du PS, Verts opposés au social libéralisme, groupes locaux) déjà rassemblées autour du refus du projet de constitution européenne sont décidées à proposer des forums ouverts. Des organes de presse et des réseaux lancent l'idée de forums sociaux des élections... La multiplicité des initiatives est une bonne chose. Elle doit s'élargir encore. Mais prenons garde qu'une idée partagée ne se transforme en concurrence mortifère.

Nous proposons que, sur la base du travail déjà engagé, une coordination large se constitue, ouverte à toutes celles et à tous ceux qui veulent être partie prenante. Elle devrait, dès maintenant, encourager le développement des initiatives locales, mettre en circulation des textes et des propositions liés à ces débats. Nous proposons de procéder collectivement à une première synthèse des propositions et initiatives en février ou mars et de regrouper au mois de juin prochain une vaste assemblée issue de toutes les initiatives locales, afin qu'un changement des rapports de forces commence à transformer la gauche et l'ensemble du paysage politique et social. ■



sommaire

ÉDITO

Depuis de nombreuses années, nous travaillons à l'émergence d'une gauche alternative, rassembleuse et crédible. La campagne pour le "non" au traité constitutionnel européen devrait aller dans ce sens : le "non" sera majoritaire uniquement si elle est large et commune.

POUR UN "NON" DE GAUCHE

La campagne pour un "non" de gauche à la constitution Giscard a commencé.



Une première analyse sur la démocratie qu'elle porte.

L'appel des 200, texte fondateur pour une campagne unitaire.



CCAG

Dynamiques, diversifiées, festives, intenses, voilà quelques adjectifs qui peuvent qualifier les rencontres d'Automne du 11 au 14 novembre.



En sus, un bref compte rendu de l'atelier sur le logement social. Une bonne préparation pour la venue de Michel Desmars des Motivé-e-s Toulouse le 14 décembre à Caen.



ÉT LOCALEMENT

La rencontre avec Jérémie Folly, les suites de l'AG de l'ANPAG et l'EPR dans la Manche !!!



AGENDA

- 30/ 11 : constitution du collectif pour un "non" de gauche au traité constitutionnel
- 14/ 12 : M. Desmars des Motivé-e-s Toulouse, à Caen, pour notre compte-rendu de mi-mandat

LA PALESTINE EN DEUIL



Adieu Camarade !

par Jean-Christophe Petite

Yasser Arafat est mort, et tous ceux qui depuis des années ont combattu au côté du peuple palestinien pour la reconnaissance de ses droits ne peuvent que communier avec la tristesse du peuple dont il fut la figure symbolique. Adieu camarade ! Pars en paix, nous continuerons le combat !

Yasser Arafat est mort alors que le peuple palestinien subit une des pires périodes de son existence. La fermeture quasi permanente de la bande de Gaza, les assassinats ciblés, la terreur militaire israélienne à Rafah, à Jaballia, le mur qui sépare, isole, exproprie, l'arrogance de Sharon, l'humiliation, le chômage, la mort, voilà le triste tableau.

Yasser Arafat est mort et peut être aussi le

compromis entre les différentes forces de la résistance palestinienne dont il avait été à la fois l'artisan et le garant. Ceux qui en Israël et en France se réjouissent de sa mort auraient bien tort de penser que les dirigeants palestiniens dits "modérés", qu'ils appellent de leurs vœux, aient la capacité d'imposer un autre compromis.

D'autant plus que ce compromis est mis à mal par les conditions dans lesquelles vivent les Palestiniens, en particulier à Gaza, où toute une jeunesse sans perspective se radicalise et demande des comptes, donne la chasse à ceux qui se sont enrichis grâce à la manne déversée entre autre par l'Europe, ou s'enrichissent à l'ombre du mur. Cette jeunesse qui n'a connu que le pire de l'occupation israélienne deviendra de plus en plus exigeante, sera de plus en plus prête

au sacrifice.

La réélection de Georges Bush, la démission de Colin Powels, ne sont pas des signes qui indiquent un infléchissement de la politique des USA vis-à-vis des Palestiniens contrairement à ce que veulent faire croire les Bernard Gueta et autres zélotes de la politique des travaillistes israéliens. Plus que fidèle à la tactique d'occupation de Ben Gourion, Sharon continue à soutenir les implantations de colonies en Cisjordanie dans l'optique évidente de créer des faits accomplis. Georges Bush peut toujours dire qu'il faut un état palestinien, d'ici peu Sharon lui répondra : Oui ! Il existe ! A Gaza !

Plus que jamais les palestiniens ont besoin de nous, pour imposer aux gouvernements européens la suspension de tous les accords de coopération avec Israël tant que les gouvernements israéliens ne respecteront pas les droits des Palestiniens, et pour envoyer une force de protection du peuple palestinien. ■

THELOT ET CANDESSUS, MÊME COMBAT

Attention !
Ecoles en danger !

par Anne Flambard

Déjà dans notre dernier *pourquoi pas ?* (n° 62) nous tirions la sonnette d'alarme sur ce qui se prépare "pour changer l'école". Les rapports de rentrée confirment et aggravent malheureusement nos craintes ; en bref : les grandes lignes... à suivre ...

Le rapport Camdessus (ancien dirigeant du FMI) dévoile la logique libérale qui a présidé à la rédaction du rapport Thélot. Il ne s'agit pas de permettre la réussite de tous mais de transformer l'école pour la soumettre à la logique du marché et de la concurrence. Le "grand débat" n'avait

d'autre fonction que de couvrir d'un vernis démocratique des projets gouvernementaux arrêtés depuis longtemps dans le cadre de l'Union européenne et de l'OCDE. Ces projets sont déjà mis en oeuvre à travers l'expérimentation d'établissements primaires. Adapter l'école au monde d'aujourd'hui, adapter l'enseignement scolaire aux exigences de la vie économique, adapter l'orientation des élèves à l'environnement économique, développer l'apprentissage, placer l'école sous le contrôle des collectivités locales. En trois pages, le rapport Camdessus éclaire ainsi toute la logique du rapport Thélot, et dévoile l'essence libérale

de ce dernier rapport. Le rapport Thélot se pare d'arguments pédagogiques, pour justifier la réforme de l'école "à partir de sa base". Mais toutes les propositions du rapport Thélot répondent aux "réflexions" du rapport Camdessus, qui apparaît comme l'exposé sincère des motivations du gouvernement dans l'élaboration du futur projet de loi d'orientation pour l'école : utiliser l'école pour obtenir la soumission précoce au marché (transformer l'école en instrument du marché, par une éducation adaptée) et soumettre l'école elle-même aux forces du marché (faire de l'école un objet du marché, c'est à dire une marchandise). Les deux rapports sont complémentaires.

Il nous revient à tous : parents, enseignants, usagers, militants de diverses organisations... conscients du danger, de l'ampleur des reculs de faire poids dans nos organisations respectives pour qu'elles réagissent enfin !

En attendant n'hésitez pas à consulter le site <http://ensemble.snuipp.free.fr> ■



Démocratie en Europe : ce qui nous attend!

par Anne Flambard

“Le fondement de la démocratie réside dans la souveraineté populaire”.

Les peuples délèguent (1°) la souveraineté aux élus qui la délèguent (2°) aux gouvernements qui la délèguent (3°) au conseil des ministres européen responsable ni devant le parlement européen, ni devant les parlements nationaux qui en délègue (4°) une grande partie à la commission ; laquelle n'est pas responsable devant les peuples.

Quand la délégation des pouvoirs se transmet ainsi à un deuxième puis à un troisième et ensuite à un quatrième degré nous sommes face à un ersatz de démocratie. Le parlement européen reste extraordinairement faible !

Il n'a toujours pas le droit de proposer des textes législatifs : fonction de base de l'institution parlementaire. La constitution n'apporte rien de nouveau par rapport aux

traités existants, le parlement peut exercer un contrôle de conformité des actes de la commission, enquêter sur des fautes de gestion, mais, il ne peut orienter les choix politiques proposés par la commission et approuvés par le conseil des ministres. Ce qui revient à réduire le parlement à une assemblée qui cautionne sans contrôler les choix décidés au niveau de l'Exécutif.

La constitution européenne est un tout à accepter ou refuser en bloc, sans espoir d'y pouvoir apporter des modifications dans un avenir prévisible !

La constitution n'a pas institué, non plus, au niveau européen la possibilité d'un référendum : une consultation populaire et contraignante qui aurait pu s'appliquer à la

révision de la constitution. Tout au plus, un “droit de pétition” d'un million de citoyens pouvant prendre l'initiative d'inviter la commission à soumettre une proposition dans le cadre prévu par la constitution ; la commission en fait ce qu'elle veut, rien n'indique qu'elle soit contrainte à lui donner une suite ; rien n'autorise à penser que la pétition doit déboucher sur une loi, un acte juridique peut aussi bien être un règlement, une recommandation, un avis...

Cette constitution n'est non seulement pas issue de la volonté des citoyens, mais en plus on nous refuse le droit de la réviser ! Une caractéristique unique au monde : sa modification va requérir l'UNANIMITE des 25, 26, 27... états membres !

Exigence impossible à réaliser même avec les différentes procédures présentées comme simplifiées :

- “La clause passerelle” : les chefs d'état et de gouvernement devront être UNANIMES et ensuite les modifications ratifiées par TOUS les états membres.
- “Les coopérations renforcées” : C'est la commission européenne qui apprécie la demande des états de développer une “coopération renforcée” et l'autorisation d'y procéder est accordée par une décision européenne du conseil, statuant à l'UNANIMITE.

Notre responsabilité est grande ! Nous habitons un pays assez important en superficie, population, économie pour que notre choix pèse dans la ratification ou non de cette constitution ; la rejeter, c'est faire renaître l'espoir d'une Europe sociale, démocratique, solidaire respectant les droits individuels et collectifs, l'environnement, protégeant les plus faibles et respectant les diversités... D'une Europe où le rapport aux autres peuples du monde rompt définitivement avec toute forme de néo-

Dire “NON” au traité POUR construire l'Europe que nous voulons !

A l'initiative de la fondation Copernic, un appel (connu sous le nom “appel des 200”⁽¹⁾) de personnalités appartenant à des champs politique, syndical, associatif, intellectuel a été élaboré pour “Dire Non au traité constitutionnel, pour construire l'Europe”. Cet appel a été signé par un certain nombre de militants de Basse Normandie.

Depuis septembre, nous essayons de relayer cet appel et de créer une mobilisation locale de même type.

Le 8 novembre, une conférence de presse (rendue incompréhensible par Ouest France !) a réuni des militants de l'ANPAG, de la LCR, du PC, de la CGT Santé, de la FSU... pour rassembler dans un comité local tous ceux qui partagent la volonté de construire une autre Europe, démocratique, sociale, féministe et écologiste.

L'Europe que nous voulons est un enjeu

politique essentiel. Cela passe d'abord par le NON au traité mais aussi par des propositions.

Beaucoup d'autres initiatives s'élèvent dans le même sens. Nous souhaitons vivement que toutes les forces politiques, syndicales, associatives qui veulent construire une Europe antilibérale puissent agir en synergie et mener des campagnes communes. Lors de la conférence de presse, il a été proposé de signer et de faire signer “l'appel des 200” (Même si vous l'avez déjà signé nationalement, il faut recommencer localement) et de se réunir le mardi 30 novembre, à 18 heures, salle polyvalente des Belles Portes à Hérouville.

Des initiatives sont prises dans le même sens dans la Manche. ■

(1) Voir page suivante le texte de l'appel.



DIRE "NON"

Appel contre le "Traité constitutionnel"

Dire "NON" au traité constitutionnel, POUR construire l'Europe

Face à la mondialisation libérale et aux firmes transnationales, nous avons besoin d'Europe. Mais celle qui se fait aujourd'hui n'est pas l'Europe dont nous avons besoin.

L'Europe qu'on nous demande d'avaliser est totalement organisée autour d'un principe unique : le marché, la généralisation de la concurrence. C'est cela qui autorise l'attaque contre les services publics, l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation, l'encouragement à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union européenne. Cette Europe-là est menée par le haut, par des négociations opaques entre les gouvernements et par des instances qui ne sont pas soumises au contrôle démocratique, telles la Commission ou la Banque centrale européenne.

Les peuples ne se reconnaissent pas dans cette pseudo-Europe qui a le marché pour idole et la négociation secrète pour liturgie. Il est urgent de sortir de cet engrenage. Le "traité constitutionnel" adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement le 18 juin 2004

SUITE DE P. 3

colonialisme et d'impérialisme. En attendant, les traités précédents demeureraient.

S'abstenir, ce serait leur laisser la possibilité de minimiser le résultat du référendum s'il ne leur convient pas, s'abstenir ce serait laisser le "non" souverainiste prendre le dessus sur un non de gauche pour une autre Europe, s'abstenir cette fois là ce serait renoncer pour très longtemps à une idée de démocratie résidant dans la souveraineté populaire.

Alors, NON ! ■

Source : "Quand l'Union Européenne tue l'Europe" de Raoul-Marc Jennar (www.urfig.org)

constitue l'ensemble juridique libéral le plus complet et contraignant de la planète. Il grave dans le marbre les dogmes et les politiques inscrites dans le Traité de Rome aggravé dans un sens néo-libéral par les traités ultérieurs. Il ouvre la voie à une politique militariste subordonnée à l'OTAN. Il refuse l'égalité des droits à ceux qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un Etat membre et les désigne au harcèlement administratif et policier. Il remet en cause le principe de laïcité auquel nous tenons. Enfin, il laisse les citoyens à l'écart des lieux de décision.

Il n'est d'ailleurs une constitution ni par son mode d'adoption, ni par son mode d'élaboration, ni par son contenu. S'il est ratifié, l'unanimité des 25 Etats membres sera ensuite requise pour le modifier.

Cela, alors même qu'il fixe dans le détail des choix politiques, économiques et sociaux essentiels qui ne pourront donc plus être remis en cause. Ce vice anti-démocratique affecte déjà les traités actuels ; il est incorporé avec eux.

Cette masse de stipulations précises et contraignantes va toujours dans le même sens : la domination du marché, la liberté d'action des capitaux et des firmes transnationales. Au fronton de cet édifice est inscrit un principe primordial, décrété intangible : "le principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée".

Cette Europe-là n'est pas la nôtre.

C'est pourquoi il est urgent de donner à l'Europe de nouvelles fondations qui l'émancipent du capitalisme financier, prédateur et belliciste, qui la réconcilie avec le progrès social, la démocratie, un développement soutenable, la coopération entre les peuples, qui portent la paix sur une planète déchirée par les guerres.

Nous sommes des partisans résolus d'une Europe du droit pour toutes et tous à l'emploi, mobilisée contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie. Une Europe qui renforce les garanties sociales, met en œuvre un développement économique compatible avec les équilibres écologiques, défend la diversité culturelle, respecte la laïcité et veille à la stricte application de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Nous voulons une Europe démocratique, fondée sur la pleine citoyenneté de tous ses résidents. Nous proposons une Europe dont les peuples seront les acteurs d'un authentique processus constituant, qui leur permette de décider vraiment des choix politiques et de contrôler leur mise en œuvre.

Pour que cette Europe si nécessaire devienne possible, il faut partout donner la parole aux citoyens et refuser cette prétendue "constitution" européenne.

Nous entendons l'argument de celles et ceux qui combattent avec nous le néo-libéralisme et craignent pourtant qu'un tel refus serve les forces réactionnaires. Mais laisser l'Europe actuelle continuer sur sa lancée favorise l'essor dangereux des populismes réactionnaires, des droites "souverainistes", de l'extrême-droite xénophobe.

Cette Europe-là représente une grande menace pour l'idée européenne elle-même. C'est pourquoi nous appelons à opposer un "non" majoritaire au "traité constitutionnel". Un "non" de gauche, en rupture avec le système libéral, qui puisse traduire dans les urnes ce que les mobilisations sociales et altermondialistes de ces dernières années ont exprimé avec le soutien de la majorité de la population, des salariés, de la jeunesse.

Sur ces bases, nous créons un collectif d'initiative et appelons à ce que des rassemblements similaires se constituent dans toutes les villes et dans tous les secteurs de la société. ■



Premières réflexions sur les journées d'automne

par Etienne Adam

Pour l'instant nous ne pouvons pas faire un bilan exhaustif. C'est à la lumière des objectifs que nous donnions à cette journée - rassembler un courant pour être visibles, montrer la validité de notre démarche associant politiques et acteurs des mouvements et commencer à construire et à élaborer ensemble - que les participants bas Normands jugent que ces journées ont été un succès.

Nous avons rassemblé des participants en nombre significatif.

Ce seul fait contribue à construire une visibi-

lité dont, comme l'a dit un copain de TEAG⁽¹⁾, nous avons exprimé le besoin pour nous tous groupes locaux si nous voulions continuer sur une dynamique. Faute de chiffres précis pour l'instant, tous les participants ont vu que la salle était remplie, nous avons le sentiment d'être sortis de la réunion confidentielle. L'article du "Monde" a posé problème quant au contenu. Ce qui me semble le plus grave ce ne sont pas les hypothèses sur "rouler pour Braouezec" mais le fait qu'un article réussisse ce tour de force de ne pas parler de ce qui fait son sujet - la réunion - pour parler d'autre chose, faire parler d'autres personnes. Beaucoup d'entre nous ont perdu leurs illusions sur la qualité des informations de ce journal, ils ne retiendront

que la taille de l'article et que pour la première fois "Le Monde" parle de nous. Pour les

groupes de province c'est l'occasion d'une mise au point vis-à-vis de la presse locale. Quant aux autres il y a belle lurette qu'ils ne s'intéressent plus au Monde et ce n'est pas trop grave. Tout compte fait, l'article de l'Huma ou celui de Politis sont bien plus importants pour la construction d'un courant.

Un regret toutefois sur ce chapitre de la participation : la part de l'assistance que nous représentions était hors de proportion avec l'importance de la région. Nous étions une vingtaine de Basse Normandie avec des per-

sonnes qui ne sont pas encartées. Mais si ce succès crée une dynamique pour la prochaine fois ce n'est pas si grave...

Le nombre et la qualité de

nos invités présents sont aussi à mettre au positif de ce bilan. Bien sûr, ce choix n'était pas sans poser quelques problèmes en réduisant le temps de parole pour les participants. Nous avons peut être insuffisamment expliqué que c'étaient des journées et non un collectif interrégional auquel certaines séances ressemblaient : ces journées étaient un moment dans une démarche que nous nous étions fixé en sep-

tembre et l'occasion de vérifier une première fois cette démarche. Qu'autant de camarades

aient accepté de venir parler dans ce cadre c'était déjà bien. Qu'après être venus ils portent un regard positif sur ces débats montre que cette confrontation, co-élaboration de militants politiques et des mouvements est possible et utile. Bien sûr, certains ont été surpris, choqués, des propos d'Omeyya Seddik du MIB⁽²⁾ (assimilant services public et leurs sala-

riés avec la montée du répressif dans la société) ou de ceux de Jean-Baptiste Eyraud sur les élus et le logement. Mais il est important qu'ils soient venus participer, dire ce qu'ils avaient à dire dans notre réunion. Que Sébastien Leplaideur des Vers soit venu défendre le oui au référendum et a été écouté me semble aussi une avancée dans un certain type

A l'issue de ces journées un texte a été élaboré qui propose une méthode pour poursuivre et élargir le travail engagé et construire ensemble l'alternative.

Ce texte a vocation à être signé et soutenu de la façon la plus large : "Une alternative politique est possible, construisons la ensemble".

Il est disponible sur anpag.org et signatures ou remarques à reseaucitoyen@wanadoo.fr ■.

de rapport politique.

Là encore un regret : nous n'avons pas été très loin dans un vrai débat, cernant convergences et divergences pour progresser, je crois qu'il faut en tirer les leçons en termes de préparation pour les prochaines initiatives. Nous avons suffisamment de matière à partir de ce qui s'est dit pendant ces 4 jours.

Je n'évoquerai pas ici les apports des commissions et des rencontres qui ont permis de nouer des contacts. Nous avons je crois obtenu des commissions des connaissances, des outils utiles à notre action quotidienne. Le coté université avec ce type d'apports n'est pas non plus négligeable tout comme les 2 plénières sur l'urgence sociale et l'Europe. ■

(1) Tous ensemble à gauche, Bretagne

(2) Mouvement de l'Immigration et des Banlieues

CCAG



Ségrégation spatiale et logement

par Patrick Buhler

Quelques éléments sur cet atelier des Journées d'automne de la CCAG

Face à ce que la politique actuelle du logement représente de contrôle social des populations, de pénalisation des plus pauvres, de primauté des technocrates sur les élus et les citoyens...

Face également aux pouvoirs des maires en la matière, pouvoirs qui peuvent s'exercer même en dehors des élus...

Face au désir de certaines municipalités (pas uniquement de droite!) de voir revaloriser leur territoire par l'orientation de leur politique du logement vers des populations plus favorisées...

Face au déplacement des populations, qu'il soit consenti ou contraint...

Face à la remarchandisation et à la recapitalisation du foncier de certains secteurs sans concertation...

Face à des termes et des situations (mixité

sociale, ghetto, désenclavement, densification, réhabilitation, destruction/reconstruction, etc...) qui revêtent des acceptions et des perceptions différentes selon les interlocuteurs, face à l'opacité, voire l'invisibilité de cette politique...

Face à ce déficit de démocratie...

Il convient d'urgence et à minima :

- que soient apportés aux élus et aux citoyens les informations et les outils de compréhension sur les termes, mécanismes et pratiques de la politique actuelle du logement, ainsi que sur les types et formes de subventions et de financement et sur les organismes dispensateurs,
- qu'un véritable observatoire des déplacements des populations soit mis en place,
- qu'un contrôle politique puisse s'exercer

- afin de lever l'invisibilité et les volontés d'opacité de cette politique,
- que les élus reprennent le pouvoir aux technocrates en se formant et en réinvestissant le champ politique,
- que les citoyens demandent des comptes à leurs élus.

Cette démarche doit s'inscrire dans une perspective politique qui doit viser au logement pour tous, ce qui à terme conduira à remettre en question la régulation du marché du logement, la formation des prix et les conditions d'acquisition du foncier social et privé.

Ce sont les conditions minimales pour que soient combattues l'exclusion et la précarité, la montée des communautarismes et l'emprise des extrémismes religieux et sectaires et que des populations puissent sortir de la désespérance et retrouver la dignité. ■

“Le Petit Jésus ne viendra pas... le Grand Soir non plus” nous dit Robert Guediguian dans son film “Mon père est ingénieur” projeté lors des journées d'automne en présence de l'auteur. Il ne faut pour autant ni tomber dans la désespérance à t'il ajouté dans le débat très riche qui a fait suite à la projection, ni renoncer à lutter pour la transformation sociale.

Alors,
“on continue !” ■.

CCAG



Autres réactions

par Christian Tardieu

Lors de nos AG au moment des élections régionales, des militants(tes) ou sympathisants(es) exprimaient cette volonté d'avoir une association politique qui ait une audience nationale. C'est une chose faite !

J'ai découvert une prise de conscience de militants(tes) syndicalistes ou associatifs par leur présence, leur engagement, que les revendications, les actions doivent avoir un débouché sur le champ politique. Moi-même, je me disais à la retraite, je participerais d'avantage à l'ANPAG ; aujourd'hui

pour que nos projets puissent voir le jour. Il faudrait que les organisations syndicales prennent d'avantage consciences du relais politique, tout en gardant leur indépendance et surtout en ne recommençant pas la situation d'une époque de la CGT et du PC.

Certe les militants(es) présents aux journées de CCAG ont un certain âge, mais je préfère que de jeunes militants(es) militent d'abord dans des organisations syndicales, des associations avant de rejoindre un parti ou une association politique.

je découvre, pour l'aboutissement des revendications, la libération de la classe ouvrière, il faut l'alternative politique que nous voulons construire afin de fournir des leviers sûrs

Le dernier jour j'ai constaté que ceux qui sont venus au nom de leur parti politique ont insisté sur le fait qu'ils représentaient leur organisation, je pense qu'il faut y voir une étape supplémentaire pour les mois à venir, ce ne seront plus seulement des militants qui s'engagent mais le parti.

C'était des journées d'automne, les participants avaient soif d'aller plus loin dans l'élaboration des différents sujets traités. Il faudra donc les travailler d'avantage.

Voici pour l'instant quelques unes de mes réactions. ■



Logement, ségrégation spatiale, quartiers...les dégâts du libéralisme

Quelles réponses ?

par Etienne Adam

La question du mal logement est, comme celle des chômeurs, un angle mort de la politique. Alors qu'il y a aujourd'hui 3 millions de mal-logés, que les Sdf ne donnent lieu qu'à quelques sujets TV larmoyants, ce qui a trait au logement ne fait l'objet d'aucun débat public à la hauteur de la crise que vivent les mal-logés (ou les pas logés du tout).

Quand on lit le compte rendu dans Ouest France du dernier conseil municipal de Caen on mesure le chemin qui reste à parcourir. "Débat stérile" débat rituel dit le quotidien qui pourtant dans ses pages nationales fait un article sur la montée de la pauvreté (d'après le rapport du Secours Catholique).

Pourtant derrière le débat sur les HLM, il y a des hommes, des femmes et des enfants qui subissent de plein fouet les effets d'une politique de chasse aux pauvres⁽¹⁾.

C'est après les municipales que nous avons commencé à aborder ces problèmes. Ce fut l'objet d'une réunion préparatoire de la liste avec des intervenants sur la quartier de la Grace de Dieu.

Depuis nous sommes intervenus sur tous les rapports annuels des représentants de la ville dans les HLM pour tenter de rendre visible cette crise du logement et tant pis si Ouest France considère que cela est un rituel : expulsions, précarité des jeunes et misère du logement étudiant, pauvreté et HLM, état du parc locatif social, choix locatif commercial et logement social, réserves foncières pour le logement social, démolitions et conséquences...tels sont les thèmes que nous avons tenté de mettre en débat avec des fortunes diverses. D'une page entière de Liberté (2 fois) à l'attitude "blasée"

d'Ouest France aujourd'hui le débat n'a encore que trop peu percé dans la presse. En tout cas pas à la mesure de l'urgence sociale. Moins que si nous avions des actions d'occupation et autres actions collectives.

Le dernier Forum Social Local de Colombelles a permis aussi un échange fructueux avec une proposition d'observa-

toire qui reste encore à mettre en oeuvre. Des forces commencent à se manifester sur cette question - débat parmi les travailleurs sociaux par exemple...

Enfin les journées d'automne ont montré que c'était un élément central d'une alternative de gauche. Nous y avons noué des contacts avec des élus qui veulent agir, échangé des analyses et des informations.

Nous avons pensé qu'il fallait

prendre une initiative pour expliquer aux habitants de la Guérinière ou de la Grace de Dieu nos positions sur les Zones Franches, sur la rénovation urbaine et sur le lien avec la crise du logement. Nous proposons de la faire par tracts.

Mais nous avons prévu d'organiser une réunion publique, à destination de toutes celles et de tous ceux qui veulent agir, autour des élus ANPAG pour rendre compte de ce que nous avons fait (et des infos dont disposent les élus) et proposer de définir ensemble les suites à donner.

Cette réunion aura lieu le 14 décembre à 20h30 Maison de quartier St Paul, 30 rue de Secqueville.

Michel Desmars élu "Motivé(e)s" de Toulouse viendra nous faire part de leur expérience. ■

(1) voir l'article de P Buhler dans le compte rendu des journées de CCAG

CAEN

Surprise ! Caen ne sera pas hors AGCS

A l'invitation d'ATTAC, 6 élus avaient déposé un voeu pour faire de la ville de Caen une zone hors AGCS. Le maire a botté en touche au conseil municipal de septembre en reportant le débat en commission.

La majorité a estimé que nous étions assez bien défendus par la gouvernement et l'Europe, sans manifestement connaître les positions de l'Union Européenne au sommet de l'OMC en Juillet "ouvrir tous les services à la concurrence".

D'après madame le maire, les services publics et l'exception culturelle ne risquent rien. De plus il n'est pas du rôle des élus locaux de s'occuper des négociations internationales ! et les centaines de collectivités qui l'ont fait ont eu tort.

Nous ne partageons pas une telle délégation aux "autorités supérieures" et continuons à penser qu'il est du rôle des élus et des collectivités locales de défendre le droit de choisir démocratiquement avec les citoyens les politiques à mener. ■

DERNIÈRE MINUTE

C'est parti vers le tout routier !

Ouest - France l'a annoncé dans son numéro du 20 - 21 novembre : en fin 2005, la SNCF supprimera la ligne Caen - Tours. Elle juge cette dernière trop déficitaire.

Après la ligne Caen - Flers, c'est la ligne Caen - Tours qui ferme. Sans train, vive les voitures et les camions !

Par delà cette annonce qui ressemble à une décentralisation forcée, non concertée et sans financement, c'est encore une fois la notion même de service public qui est bafouée.

Quand on veut que les services publics soient rentables, c'est bien les choix démocratiques (ici de développement) qui sont remis en cause ! ■

“La Gauche en Avant”



Nous avons rencontré à leur demande de la Gauche en Avant. La préoccupation de J.Folly est d'éviter le malentendu des élections régionales qui a conduit à la division entre 2 listes qui se sont situées sur le même électorat. Nous aussi estimons que cette dispersion était une occasion manquée de peser sur le champ politique régional mais que la clarification des positions ne s'était pas faite avant. Son positionnement politique ne nous semblait pas aussi clair alors que ce qu'il dit aujourd'hui et il est toujours bon d'échanger sur les projets. Dans la perspective des municipales, J.Folly verrait

Voici quelques semaines, le conseil régional votait la mise en place d'un EPR, alors que les élus des verts, bras croisés, s'abstenaient. L'ANPAG, La Gauche Autrement et La Gauche en Avant, dans un article commun, rappellent aux élus PS, que, lors des dernières élections, le citoyen n'avait pas voté pour cela. Est-ce à cause de cet article ou pour récompenser les Verts d'avoir fait passer l'EPR qu'aujourd'hui le conseil régional refuse le stockage des déchets nucléaires dans la région. C'est le serpent qui se mord la queue !

d'un bon œil additionner les voix de l'ANPAG et celles de la Gauche en Avant. Pour lui, nous avons deux ans et demi pour proposer un projet aux Caennais et ce n'est pas trop. Nous ne pouvons que convenir que cette dispersion des voix n'est pas la meilleure solution, ce qui est aussi notre position vis à vis des Verts, du PCF et de la LCR.

Nous l'avons informé de la naissance de CCAG au niveau national et de “l'alternative citoyenne, la gauche autrement” au niveau régional, et invité à participer à cette dynamique. Pour nous, il n'est pas question d'être un groupe localiste.

Avant de pousser plus loin la discussion, il semblait utile de lui demander des préci-

sions sur la position de son groupe par rapport à l'EPR et au sujet du projet de traité constitutionnel européen.

- Pour l'EPR il nous affirme que les annonces faites dans la Manche sont une bétise de l'un d'eux, qu'il a démenti et que bien sûr, “la gauche en avant” n'est pas pour ce nouveau réacteur, qu'ils sont en accord avec le communiqué de Daniel Ramond (ESPER). A ce sujet, un communiqué commun a été fait sur l'EPR.
- A propos de l'Europe, sa réponse a été : pour une Europe non libérale. A priori ils ne sont pas contre faire campagne pour le non au referendum, il s'associeront sans doute à l'appel local des 200.

Nous lui avons ensuite parlé de notre ambition de travailler à développer la démocratie au niveau local, du logement, de la lutte contre la précarité. A partir de cet échange de vue, il a été convenu de proposer à nos différents groupes l'idée de travailler sur un projet commun local et cantonal qui nous différencie du PS, tout en gardant notre indépendance par ailleurs et d'annoncer l'engagement de discussions dans le cas où les adhérents de chacun seraient d'accord. ■

Après l'AG



par Sébastien Saez

L'ANPAG s'est réunie en AG le 3 novembre. Elle a débuté par un débat sur les actions à venir et sur leur multiplicité : durant le mois de novembre, le calendrier militant déborde. Ces actions, ces manifestations sont légitimes ; mais, leur accumulation et le fait que chaque tentative de convergences échoue augurent mal de l'avenir. Le sentiment d'échec suite aux dernières mobilisations pèse lourd. Il manque des victoires qui permettraient de redonner espoir dans l'action collective.

Cette accumulation nous pose également des questions spécifiques : comment s'organiser, comment faire que chacun participe à son rythme et sans usure. Ce deuxième point à l'ordre du jour est parfaitement mis en lumière par l'interrogation sur notre présence dans les mobilisations actuelles. De plus, l'ANPAG semble aujourd'hui prise dans un paradoxe.

D'un côté, notre association n'a jamais été aussi importante : plus d'une centaine d'adhérents dont 25 nouvelles adhésions, un budget en augmentation (35 000 euros cette année), un local (encore trop peu utilisé), *Pourquoi Pas ?* distribué à 1 800 exemplaires. De l'autre, beaucoup ont le sentiment que c'est toujours les mêmes qui participent.

Bien sûr, le nombre d'adhérents augmentant, certains camarades préfèrent se re-centrer sur leurs associations ou syndicats. Ils pensent probablement que, dans cette période sans élection, l'urgence n'est pas à l'activité politique ou du moins qu'elle peut se déléguer aux copains. Il n'en demeure pas moins que, lorsque nous étions moins nombreux, nous savions mieux intégrer les nouveaux, mieux les faire participer. Chacun se connaissait et trouvait plus naturellement sa place.

Il est urgent de recréer ce lien ! Il convient de multiplier les occasions de ren-

contres et de travail en commun, sur des thèmes moins immédiats ou pour des tâches parfaitement opérationnelles (plages ...), de formaliser le calendrier pour que chacun puisse participer à son rythme. Comme cela a été proposé, nous pourrions tenir des AG plus régulièrement (tous les deux mois par exemple) en débutant par un débat thématique. Entre deux AG, nous pourrions fixer une réunion de formation - débat.

Ainsi, tous les mois nous aurions une occasion majeure à notre disposition. Cette périodicité semble suffisante : il y a aussi les collectifs d'animation (ils sont ouverts à toutes et à tous) et il y a également nos activités syndicales et associatives individuelles qu'il ne faut surtout pas vampiriser. Nous pourrions aussi désigner des personnes qui serviraient d'intermédiaire entre l'ANPAG et les adhérents que l'on voit peu, qui maintiendraient liens et discussions entre nous.

Que pensez-vous de ces propositions ? N'hésitez pas à faire part de vos remarques et de vos attentes (par courrier, ou par courriel anpag@anpag.org). Merci d'avance. ■

Et Pourquoi Pas ?

par Georges Fauvel

Grèves, manifestations, réunions, forums, pétitions, partout depuis plusieurs années la résistance au libéralisme s'organise et s'exprime avec force.

Si le rouleau compresseur du libéralisme continue d'avancer, dans les têtes l'idée progresse qu'il faut résister parce qu'un autre monde est possible et nécessaire.

A sa place, modeste sans doute, *Pourquoi Pas ?* a pris sa part en apportant les idées des militants de l'ANPAG et aujourd'hui de l'Alternative Citoyenne, la Gauche Autrement, en se faisant l'écho de ce qui bouge et avance dans les associations et les collectifs et en travaillant inlassablement à la convergence de toutes les forces de résistance.

Diffusé il y a 12 ans à guère plus de 200 exemplaires sur la région caennaise, *Pourquoi Pas ?* s'adresse aujourd'hui à plusieurs milliers de personnes (tirage 1800 exemplaires) sur toute la Basse Normandie.

Il a joué un rôle essentiel dans l'affirmation et la croissance de l'ANPAG puis de l'Alternative Citoyenne, La Gauche Autrement en Région, toutes deux parties prenantes de "Convergence Citoyenne à Gauche" au niveau national.

Aujourd'hui la résistance doit encore grandir, mais elle ne suffit pas. Il nous faut faire des propositions, faire avancer l'idée de la construction d'une véritable alternative, crédible, à gauche.

Il ne s'agit pas d'un nouveau parti mais de rassembler, de mettre en réseau celles et ceux qui dans d'autres partis, dans leurs syndicats et associations, ou individuellement souhaitent confronter leurs idées, leurs propositions pour mettre en cohérence ce

qui émerge, en particulier des rencontres et forums pour construire l'alternative.

Nous vous offrons un moyen de manifester ce soutien au-delà de l'abonnement personnel :

- offrez un abonnement (c'est bientôt Noël !) à une personne de votre choix,
- permettez nous d'envoyer *Pourquoi Pas ?* à quelqu'un que nous choisirons et pour qui l'abonnement pose un problème financier,
- enfin (et là c'est gratuit !) donnez nous des listes de personnes pour faire connaître *Pourquoi Pas ?*. ■

Pourquoi Pas ? entend travailler à cette mise en cohérence pour construire l'alternative, à la mise en synergie des forces qui souhaitent un autre monde. Il se veut le journal de celles et ceux qui pensent qu'il n'y aura pas d'alternative crédible sans rassemblement pour dégager une perspective.

Telle est, nous semble-t-il le rôle que doit jouer ce journal. Ce numéro 63 va nous permettre, vous permettre d'engager une campagne unitaire pour que l'emporte le NON au traité constitutionnel.

Pour contribuer réellement à ces perspectives, nous devons penser aux moyens matériels nécessaires pour imposer nos idées dans l'espace public.

Nous avons tous la responsabilité d'améliorer la diffusion et le contenu du journal, de construire un outil à la hauteur des besoins. Concrètement cela signifie augmentation de la diffusion et de la pagination (passer à 12 ou 16 pages pour tenir des rubriques régulières, ouvrir sur la région et le mouvement...).

C'est vous, lecteurs et lectrices, qui pouvez nous donner les moyens de cette ambition en vous abonnant et en faisant des abonnés. Le nombre des abonnés, pourquoi le cacher, reste insuffisant. Combien d'entre vous lisent, apprécient, mais ne s'abonnent pas, non par désaccord mais par négligence ? Combien d'abonnés ne pensent pas à parler autour d'eux d'abonnements ?

Alors dès maintenant, abonnez vous, réabonnez vous en utilisant le bulletin en page suivante. D'avance merci. ■

POURQUOI PAS ?

Petites révolutions dans PP?

par Sébastien Saez (celui qui met en page)

Tout d'abord, *Pourquoi pas ?* n'est plus le journal de l'ANPAG. Il devient celui de "l'Alternative Citoyenne, la gauche autrement" dont l'ANPAG fait partie. Par contre, il continuera comme il l'a fait ces douze dernières années à participer à l'émergence d'une gauche alternative crédible.

Des pages régionales et des pages locales vont faire leur apparition. Une page sera confiée à l'Alternative Citoyenne Manche, une autre à l'ANPAG. Ce numéro est un premier essai en la matière.

Le comité de rédaction va également évoluer. Sa composition va devoir tenir compte de ces différentes composantes. Un plus grand nombre d'articles et de sujets à traiter étant attendus, il devra également remplir pleinement son rôle en construisant collectivement le sommaire de chaque numéro, en commandant des articles, en

priorisant ceux qui arrivent librement. Pourquoi pas ? doit rester votre journal. Chacun est invité à participer à sa rédaction en envoyant des articles ou des brèves. La sélection qu'impose le format papier devra être faite par le comité de rédaction, les articles écartés seront tout de même publiés sur le site web.

Il faut donc également fixer le calendrier de publication. Je vous propose que Pourquoi Pas ? devienne un vrai bimestriel, qu'il soit envoyé de manière fixe le troisième vendredi de chaque mois impair (janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre). Ainsi, les articles devront arriver le deuxième jeudi de ces mois impairs pour permettre la mise en page, les corrections et l'impression. Si vous voulez envoyer des articles, ils devront arriver pour cette date !

Alors, bonne rédaction ! ■

Alternative Citoyenne, la Gauche Autrement



ANPAG BP 6269
14067 Caen Cedex 4
Téléphone / fax : 02 31 75 33 65
mel : anpag@anpag.org
site internet : <http://anpag.org>

Nom : Prénom :
Adresse :
.....
Tel :
Email :



ABONNEMENT A POURQUOI PAS ?

Abonnement 1 an 8,00 €
Abonnement 1 an étudiant, chômeur 4,00 €
Abonnement 1 an solidaire 15,00 € ou plus

Je m'abonne à Pourquoi pas ?

Normal Etudiant, chômeur

Je m'abonne à Pourquoi pas? et j'offre un abonnement solidaire :

Bénéficiaire

Nom :
Prénom :
Adresse :

Je laisse le choix de la personne à l'ANPAG

Je joins un chèque de euros.

ADHESION

L'adhésion ne comporte pas l'abonnement à Pourquoi pas ?

Cotisation annuelle :

revenu inférieur à 900 € 10,00 €
revenu de 901 à 1200 € 25,00 €
revenu de 1201 à 1500 € 40,00 €
revenu de 1501 à 2200 € 75,00 €
revenu supérieur à 2201 € 120,00 €

Je joins un chèque de euros.

SOUSCRIPTION

Pour la location et l'aménagement du local :

Je fais un don de euros.

Ci-joints ... chèques à l'ordre de l'ANPAG (CCP Rouen 5446 46K)

Pour respecter la législation, veuillez faire des chèques **séparés** pour chaque rubrique.

NB : Cotisations et dons : sommes déduites, pour moitié, des impôts.

Bulletin a nous renvoyer à :
ANPAG
BP 6269
14067 Caen Cedex 4

pourquoi pas ?

MANCHE

Un pays oublié

par Claude Rayon, Cérences, le 15/11/04

“On ne se souvient des pays oubliés que pour les exploiter...”

Cette phrase, dont j'ai oublié l'auteur, était inscrite au bas d'un poster qui a marqué les années de lutte contre la centrale nucléaire de Flamanville.

Ce pays oublié, c'est la Manche, pays de terres et mer mélangées comme aiment à le vendre les publicités du Conseil Général. Mais ce département, ravagé à l'excès par les combats

de l'été 44, mené par des notables terriens élus par des populations dociles, se trouva vite tiré de l'oubli par l'état gaulliste et centralisateur.

La Hague, lande perdue du “bout du monde”, mais très vite repérée par les technocrates, va voir s'implanter une usine qui produira son premier lingot de plutonium en 1966. Et de mensonges

(rappelons-nous qu'on avait dit aux populations locales que le site accueillerait une fabrique de casseroles !) en chantage à l'emploi, de démantèlement du CEA en création de la Cogema, l'usine agrandie démesurément traitera les combustibles irradiés de plusieurs pays. Jusqu'à cette année qui la voit accueillir en transit le plutonium militaire des débris de la force de frappe des USA.

Traumatisé par la défaite sans doute, et obsédé par une indépendance militaire à l'utilité non prouvée, l'état gaulliste lancera à Cherbourg le premier d'une longue série de sous-marins nucléaires.

Mais, la vocation à accueillir les technologies dangereuses ne s'arrêtera pas là, puisqu'imposée aux populations locales, la centrale nucléaire de Flamanville finit de marquer, en démarrant en 1985, la Hague de son empreinte radioactive.

Après tout ceci, nous pouvions espérer un repit. Que nenni! Comme un seul homme, dans un même élan technocratique et libé-

ral, les élus de la droite comme de la gauche, rejoints par les forces unies des chambres de commerces et des industriels impliqués dans l'argent du nucléaire, viennent de réussir à nous imposer le dernier avatar d'AREVA : un réacteur EPR. Avec le soutien silencieux des populations bernées, fasconnées par les sirènes trompeuses du plein emploi et grâce à la défection peu courageuse d'élus Verts plus soucieux de manœuvres politiciennes que de respect de leurs électeurs.

La bataille contre l'EPR s'organise : un pétition “Non à l'EPR !” circule à l'initiative du collectif “l'EPR non merci, ni ailleurs, ni ici” dont l'Alternative est membre.

Il faut la faire signer massivement.

Pour la faire signer nous vous enverrons des exemplaires sur demande.

Pourtant nous ne nous arrêtons pas là dans cette course à la défiguration de notre environnement. Il est question, en effet, d'implanter au large des côtes ouest du département un champ d'éoliennes off-shore, dernière trouvaille pour produire de manière centralisée de l'électricité sous le label

“énergies renouvelables”. Notons que cette implantation pose une hypothèque sur le secteur maritime concerné et les activités professionnelles qui y sont rattachées. Notons aussi qu'après avoir défiguré le département avec les couloirs de lignes réalisés et à venir, c'est à la mer que l'on s'attaque.

Avec en prime, les implantations sournoises des tenants de l'élevage intensif et de leurs usines à cochon, sans oublier la menace rampante des OGM, quel avenir écologique pour la Manche?

Mais que reste-t-il de toute façon de cette pointe nord du département qui vaille la peine d'être sauvé?

Il faudra dépasser l'optimisme suicidaire des

MANCHE

Rencontre Alternative citoyenne de la Manche et LCR

Cherbourg le mardi 9 novembre

L'Alternative Citoyenne de la Manche a répondu à l'invitation de la LCR de la région de Cherbourg.

Seuls ces deux organisations, avec la FSU étaient présents à cette réunion, syndicats, associations et partis politiques ne s'y étant pas rendus. Malgré tout il a été décidé de se ranger à l'initiative Copernic et de créer le premier comité sur la région de Cherbourg. Des contacts sont pris à St-Lô et dans le centre-manche.

La campagne pour recueillir les signatures est lancée. Nous nous retrouverons le 2 décembre pour une réunion devant préparer une conférence de presse commune. ■

nucléo-béats et la fascination pour les champs d'éoliennes des écolos-gagars, pour poser le vrai débat de l'énergie, de ses coûts humains et environnementaux, de sa finalité et de son utilité dans une croissance maîtrisée pour redonner un sens à ce qui se fait, en son nom, dans notre département. ■

Avec le retour de l'amitié franco-US
Tous les altermondialistes seront envoyés



... en camp de rééducation!

dessin de notre ami, Adrien Labit



pourquoi pas ?

Directeur de publication :

Georges Fauvel

Comité de rédaction :

Étienne Adam
Nicolas Bénéès
Georges Fauvel
Anne Flambard
Marie-Claude Herboux
Hervé Le Crosnier
Jean-Charles Risbec
Sébastien Saez

Abonnements :
(6 numéros par an)

Simple 8E, soutien 15E et plus, étudiants et chômeurs 4E.
Chèques à l'ordre de ANPAG, CCP Rouen 5446-46K.

Prix au numéro 1,50 E.
Conception graphique Nicolas Taffin
Imprimé par Alphacolor (Caen)
(tirage 1800 exemplaires).

EXPÉDITEUR :

ANPAG (Georges Fauvel)
BP 6269
14067 Caen Cedex 4

Fax : 02 31 75 33 65
N° CPPAP 1207 P 11074

Dispensé de timbrage

CAEN CC

pourquoi pas ?

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

DÉPOSÉ LE 26 11 2004

Agenda militant



Mardi 30 Novembre :

Suite à l'initiative de la fondation Copernic, réunion constitutive du collectif local pour un non de gauche au traité constitutionnel européen
18 h, salle polyvalente Belles Portes, Hérouville



Jeudi 2 Décembre :

Conférence-débat avec Keith Dixon sur "Tony Blair, l'Europe et le nouvel ordre américain" (ou l'exportation du modèle néo-libéral anglo-améri-



cain sur le continent européen) à 20h30 amphi Tocqueville. A l'initiative des Amis du Monde diplomatique 14, Attac-Caen-Université, Attac14, la Fondation Copernic, et le Département d'Anglais de l'Université de Caen.



Jeudi 9 Décembre :

Café du Commerce Mondial sur "Femmes et mondialisation" à 20h30, au Panta théâtre, 24 rue de Bretagne, Caen

Mardi 14 Décembre :
Pour notre compte-rendu de mi-mandat, Michel Desmars élu "Motivé-e-s" de Toulouse viendra nous faire part de leur expérience. à 20h30 Maison de quartier St Paul (Caen)

Le site de l'ANPAG a fait peau neuve.

<http://anpag.org> vient de réouvrir. Vous y trouverez des textes, les Pourquoi Pas ? et tous les communiqués de presse que la presse n'a pas passés. N'hésitez pas à aller le consulter !



Toujours sur internet, bientôt sera disponible un site fédérant

"L'Alternative Citoyenne : La Gauche Autrement" au niveau de la Basse Normandie. ■

